

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Sud
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 02/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/03/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

WIENERBERGER

Strieshohl am Haesel
Schlittweg - Am Fuerstweg
67660 BETSCHDORF

Références : 0006700120/JB/CE
Code AIOT : 0006700120

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/03/2023 dans l'établissement WIENERBERGER implanté aux lieux-dits Strieshohl am Haesel, Schlittweg, Am Fuerstweg à BETSCHDORF (67660). L'inspection a été annoncée le 16/03/2023. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WIENERBERGER
- Strieshohl am Haesel, Schlittweg, Am Fuerstweg - 67660 BETSCHDORF
- Code AIOT : 0006700120
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société WIENERBERGER a été autorisée à exploiter une carrière de Loess à Betschdorf par arrêté préfectoral du 07/07/2008, pour une quantité maximale de 296 000 t/an sur une durée de 20 ans. L'extraction des matériaux est sous-traitée à la société Lingenheld. La dernière période d'exploitation a eu lieu en septembre/octobre 2022. La prochaine est prévue en août/septembre 2023.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : garanties financières, aménagements préliminaires, plan d'exploitation, eaux superficielles, lutte contre l'incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 07/07/2008, article 31	/	Sans objet
2	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 07/07/2008, article 9	/	Sans objet
3	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/07/2008, articles 17 et 18	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 07/07/2008, article 21.2	/	Sans objet
5	Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 07/07/2008, article 29	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a fait l'objet d'observations pour lesquelles il est attendu une action dans un délai de 2 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2008, article 31
Thème(s) : Actualisation et mise à jour
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 31.2 Actualisation du montant des garanties financières Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01. L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant. Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières. Article 31.3. Justification des garanties financières Les garanties financières sont constituées sous la forme d'un acte de cautionnement solidaire délivré soit par un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance. Cet acte est conforme au modèle d'attestation fixé par l'arrêté interministériel du 01/02/1996 modifié. Préalablement à toute exploitation dans la période quinquennale concernée, l'exploitant adresse au préfet, l'acte de cautionnement des garanties financières correspondant à la période. L'attestation de renouvellement des garanties financières actualisées doit être adressée au Préfet par le titulaire de l'autorisation au moins six mois avant son échéance.
Constats : Les garanties financières d'un montant de 268 430 € sont constituées jusqu'au 07/07/2023 (acte de cautionnement du 08/07/2019).
Observations : L'exploitant indique en séance qu'il a engagé les démarches auprès de sa banque pour le renouvellement des garanties financières et qu'il est dans l'attente de l'acte de renouvellement correspondant. Il précise que le montant des garanties financières a été actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01. L'attestation de renouvellement des garanties financières actualisées sera à adresser à la préfète et à l'Inspection des installations classées dès réception.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2008, article 9
Thème(s) : Aménagements préliminaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant la poursuite de l'exploitation, l'exploitant :

<ul style="list-style-type: none"> • met en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté ; <p>[...]</p> <p>[...] L'exploitant engage les démarches nécessaires auprès des gestionnaires des lignes électriques HTB de 20kV, en vue de leur déplacement. Il fournira à l'inspection des installations classées tout document probant quant à la réalisation de ces démarches.</p>
<p>Constats : Le panneau destiné à l'information du public (indiquant en caractères apparents l'identité de l'exploitant, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté) existe mais n'est pas visible par les tiers depuis la rue du Dr Deutsch (il est placé sur le site entre la carrière et l'usine de fabrication). Par courriel du 26/04/2023, l'exploitant a indiqué qu'une commande a été passée auprès d'un imprimeur (devis) pour la réalisation d'un panneau d'information.</p> <p>Les démarches ont été réalisées auprès des gestionnaires des lignes électriques en amont du déplacement du poteau électrique situé sur la parcelle 32 (phase d'exploitation prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation : 2018 - 2022).</p>
<p>Observations : Compte tenu des démarches engagées par l'exploitant pour la réalisation d'un panneau d'information destiné à être mis en place au droit de l'entrée principale du site, il n'est pas proposé de suite administrative à ce stade. Il convient toutefois que l'exploitant justifie sous un délai de 2 mois de la mise en place de ce panneau dont il est attendu qu'il soit visible depuis la rue du Dr Deutsch en vue de l'information des tiers.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 3 : Plan d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2008, articles 17 et 18</p>
<p>Thème(s) : Contenu et mise à jour</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée : Article 17 - CONTENU DU PLAN : Il est établi, pour la carrière, un plan d'exploitation orienté, à l'échelle de 1/1000ème. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"> • les dates des levés ; • le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées ; • les bords de la fouille ; • les limites de sécurité définies à l'article 12 ; • la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ; • l'emplacement exact du bornage ; • la position des dispositifs de clôture ; • l'étendue des zones décapées et les emplacements de stockage des terres de découverte ; • les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières ; • l'étendue des zones où l'exploitation est terminée et celles remises en état ; • les voies d'accès et chemins menant à la carrière ; • les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière. </p> <p>Article 18 - MISE À JOUR : Le plan est mis à jour suivant les éléments visés à l'article 17, au moins une fois par an par une personne ou un organisme compétent, à l'exception des profils, qui sont mis à jour au moins tous les deux ans.</p>

Constats : L'exploitant a transmis par courriel du 23/03/2023 un plan d'exploitation daté du 29/11/2022 (échelle 1/1000, cabinet Un Point Six). Considérant que ce plan présentait des manquements, l'exploitant a pris l'attache du géomètre expert pour y faire figurer les éléments manquants. Le plan d'exploitation mis à jour a été transmis post inspection par courriel du 20/04/2023. Il apparaît que le plan a été complété et comporte les éléments attendus. Il met en évidence le respect de la cote maximale d'extraction fixée à 137,5 m NGF à l'article 15 de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

L'exploitant a également transmis 4 profils associés, datés également du 29/11/2022, par courriel du 26/04/2023. Leur emplacement est précisé sur le plan d'exploitation.

Observations : Il est demandé à l'exploitant de se prononcer sur la suffisance des largeurs des banquettes au regard notamment de leur utilité (banquettes circulées et banquettes résiduelles). Des éléments en ce sens sont à fournir sous un délai de 2 mois.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Eaux superficielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2008, article 21.2

Thème(s) : Risques chroniques, Collecte, rejet et analyses

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales transitant par le carreau de la carrière sont dirigées vers un bassin de stockage à l'intérieur duquel elles sont décantées. Ce bassin atteindra un volume de 30 000 m³ au fur et à mesure des travaux d'extraction libérant la surface nécessaire à sa réalisation.

Ce bassin sera complété par un second, situé en amont, lorsqu'une surface suffisante sera constituée. La sur-verse de ce second bassin, destinée à recueillir les eaux pluviales provenant de la partie nord de l'extension, sera dirigée vers le premier lors de périodes de forte pluviométrie.

La sur-verse du premier bassin, est canalisée et dirigée vers le réseau d'eaux pluviales et de nettoyage de l'usine. Ces eaux sont ensuite évacuées dans le ruisseau «Bachgraben» après passage dans un séparateur d'hydrocarbures et doivent être conformes aux valeurs et prescriptions suivantes avant rejet :

- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- température inférieure à 30° C ;
- matières en suspension totales, concentration inférieure à 35 mg/l ;
- demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO), concentration inférieure à 125 mg/l ;
- hydrocarbures totaux, concentration inférieure à 5 mg/l.

Les analyses devront être effectuées suivant les normes en vigueur.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

Constats :

Rejets des eaux superficielles

L'installation dispose de 2 bassins de stockage des eaux superficielles. La sur-verse du bassin située en partie Nord-Est de la carrière, est dirigée vers le bassin d'orage (situé Nord-Ouest) lors de périodes de fortes pluviométries.

La sur-verse du bassin d'orage est canalisée et dirigée vers le réseau d'eaux pluviales et de nettoyage de l'usine de fabrication. L'exutoire final des eaux pluviales est le ruisseau «Bachgraben» via le réseau de l'usine, après passage dans un séparateur d'hydrocarbures.

Le point de rejets des eaux superficielles au niveau du ruisseau est identifié et accessible. Son emplacement est matérialisé sur le plan d'exploitation.

Analyses des rejets d'eaux superficielles

Des analyses ont été réalisées par un organisme extérieur en mars 2022 (fréquence annuelle). Des mesures sont effectuées en aval et en amont du ruisseau, et en sortie du séparateur. Les mesures portent sur les paramètres prescrits à l'article 21.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation. La modification de couleur du milieu récepteur est mesurée. Les résultats ne montrent pas d'anomalies (rapport du 07/03/2022).

Entretien du séparateur

Le dernier entretien a été réalisé en mars 2022 par la société ATIC.
Le BSD dûment complété est à transmettre à l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2008, article 29

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des extincteurs

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Constats : Les extincteurs disponibles sur la carrière sont ceux affectés aux engins présents uniquement lors des travaux d'extraction et appartenant à une société extérieure (travaux sous-traités).

La vérification des équipements de lutte contre l'incendie de l'usine est effectuée à fréquence annuelle. Le rapport d'intervention de la vérification de novembre 2022 n'appelle pas de remarque.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet